

cesse chercher à circonscrire les tensions inflationnistes tout en maintenant un niveau d'emploi élevé.

L'organisation fait œuvre utile en ce qui a trait aux rapports entre les pays membres quant aux paiements des échanges, et les ministres ont donné des directives pour que l'Organisation poursuive son travail et continue à prendre des initiatives pour améliorer les marchés de capitaux. En outre, l'OCDE continuera à étudier le caractère des différences entre les pays, au niveau scientifique et technique et les conséquences qui en découlent. C'est ce qu'on appelle l'écart technologique.

Quant aux échanges, les ministres ont discuté des négociations multilatérales qui se poursuivent actuellement à Genève et ont insisté sur le fait qu'il était important d'en assurer le succès. Dans mon exposé j'ai insisté sur cet aspect. J'ai également commenté l'évolution de l'Europe orientale, quant à l'attitude en matière économique. A mon avis, l'Organisation devrait songer aux possibilités d'accroître les échanges entre l'Est et l'Ouest, et d'amener les pays d'Europe orientale à jouer un rôle plus actif parmi les nations commerçantes du monde. Les délégués des États-Unis et de la Belgique ont aussi soulevé cette question et le communiqué le mentionne d'une façon précise.

On a accordé beaucoup d'attention aux besoins en matière d'aide et de commerce des pays en voie de développement, y compris au besoin croissant d'aide alimentaire, technique et autre de ces pays qui manquent d'aliments, afin d'augmenter leur production agricole et de les aider à mieux s'aider eux-mêmes. Il s'agit d'un problème mondial et tous les pays qui sont en mesure d'aider ont un rôle à jouer. J'ai insisté pour que le fardeau de l'aide alimentaire soit partagé équitablement, au lieu de peser injustement sur les exportateurs de céréales et d'autres produits alimentaires.

Au sujet de l'aide en général, on en est arrivé à un accord pour ainsi dire unanime selon lequel le volume devrait être augmenté et les termes et les conditions devraient être améliorés du point de vue des pays nécessiteux. Au nom du Canada, j'ai proposé qu'on accorde plus de considération aux efforts faits pour évaluer plus exactement l'efficacité et l'apport de l'aide accordée aux progrès de l'expansion. De façon générale, la réunion a donné de bons résultats et les échanges d'opinions sur les questions économiques d'importance capitale étaient de qualité supérieure.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les ministres des différents pays, y compris M. Debré, de France, le représentant des États-Unis, M. Rostow, ainsi que le chancelier

[L'hon. M. Winters.]

de l'Échiquier, le très honorable James Callaghan. M. Callaghan et moi avons discuté, entre autres choses, de la nouvelle attitude adoptée vis-à-vis le Marché commun européen. M. Callaghan m'a confirmé que les efforts du Royaume-Uni pour se joindre à la Communauté économique européenne sont sérieux. En janvier, dit-il, le gouvernement du Royaume-Uni s'occupera activement de faire visiter les pays qui en font partie par ses représentants. Il a donc suggéré que la première réunion du comité ministériel du Canada et du Royaume-Uni ait lieu à Londres, afin que, entre autres choses, son gouvernement soit mieux en mesure de nous tenir au courant de la marche des négociations.

J'ai dit que nous avions espéré que la séance d'ouverture aurait lieu au Canada, mais que j'étais sûr que la partie canadienne serait disposée à se rendre à Londres. M. Callaghan m'a assuré que le gouvernement travailliste a toujours l'intention de protéger les intérêts essentiels du Commonwealth.

J'ai conféré avec nos délégués commerciaux, qui font du magnifique travail en vue de favoriser les exportations canadiennes vers la France, et j'ai visité encore une fois le nouvel office de tourisme inauguré lors de ma dernière visite à Paris en septembre. La création de cet office donne des résultats très encourageants.

Le nombre de demandes de renseignements sur les voyages au Canada est passé de 200 ou 300 par mois à environ 1,500 en octobre et novembre. Voilà qui démontre les avantages d'un bureau bien situé et doté d'un personnel compétent dans la plus grande ville d'un pays bien disposé envers le Canada, ainsi que l'intérêt suscité par Expo 67 en Europe.

M. Sydney Pierce, notre principal négociateur à Genève pour la négociation Kennedy, est venu à Paris sur mon invitation pour me donner un compte rendu de première main des progrès accomplis au cours de ces importantes négociations commerciales confidentielles qui se poursuivent activement à l'heure actuelle. Il y a encore une foule d'incertitudes à dissiper et de problèmes à régler, mais pourvu que les concessions offertes et demandées soient accueillies favorablement, nous pouvons compter sur des résultats très appréciables, tant en ce qui concerne les intérêts du Canada que l'accroissement général des possibilités d'échanges commerciaux dans le monde.

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle): Monsieur l'Orateur, comme je suis de la Saskatchewan, on comprendra en général que je suis de bonne humeur aujourd'hui.